

Augmentation des inégalités de patrimoine depuis 2004 : Sarkozy et la droite construisent une France de plus en plus inégalitaire

Le 24 novembre, l'INSEE a publié les résultats de sa dernière enquête sur les patrimoines. Les résultats sont impressionnants et très inquiétants.

C'est le tableau d'une France de plus en plus inégale. En France, les 10 % des ménages les plus riches détiennent à eux seuls la moitié du patrimoine total et disposent en moyenne de plus d'un million d'euros chacun. Dans le même temps, les 50 % les moins fortunés détiennent en moyenne 30 000 euros, soit une voiture et quelques semaines d'avance sur leur compte en banque.

Ces inégalités se sont creusées de 10 % entre 2004 et 2010. En 2004, le patrimoine des 10 % les plus riches était 32 fois plus important que celui des 10 % les moins riches, ce qui était déjà un chiffre énorme. L'écart est passé à 35 en 2010 !

Cette nouvelle dérive des inégalités de patrimoine s'explique par la politique de la droite :

- la diminution de la fiscalité sur le patrimoine des plus favorisée (ISF) et la diminution de la fiscalité sur les revenus du capital ont favorisé la concentration ;
- l'exonération de droits de succession de 95 % des successions en 2007 a favorisé la transmission.

Aujourd'hui : le patrimoine médian des ménages héritiers est de 241 300 € contre 63 100 € pour les non-héritiers.

L'augmentation des inégalités de patrimoine s'explique donc par l'importance croissante de l'héritage dans la vie des Français. En 20 ans, la part de l'héritage dans le revenu disponible a plus que doublé. Il y a d'un côté les Français qui ont la chance d'hériter d'un patrimoine important, quasiment sans payer de droits, et puis il y a tous les autres, qui commencent dans la vie avec, comme bagage, leur seule force de travail et, comme espoir, leur seul mérite.

C'est encore une promesse non tenue de M. Sarkozy. Le 17 décembre 2008 à l'Ecole Polytechnique, il déclarait : « *Tout ce qui entrave l'égalité des chances doit être combattu. Tout ce qui empêche chacun de faire valoir ses talents et ses mérites doit être corrigé. L'égalité des chances doit cesser d'être théorique pour devenir réelle. Il ne s'agit pas de remplacer une discrimination par une autre. Il s'agit de donner plus à ceux qui ont moins. Il s'agit de compenser les handicaps. Il s'agit de donner une deuxième chance à ceux qui n'ont pas eu les moyens de saisir la première.* » Le problème, c'est que depuis son élection, il fait le contraire !

La « France d'héritiers » construite par M. Sarkozy est aussi une France moins compétitive. De Keynes à Schumpeter, la théorie économique a toujours montré qu'un pays où l'héritage et la rente augmentent est un pays qui prend moins de risques et qui innove moins. Pourquoi prendre des risques quand l'essentiel est de préserver ce que l'on a reçu ? M.

Sarkozy, avec sa politique en faveur des ultra-riches, promet une France du passé et non de l'avenir, une France tournée vers la préservation et non vers l'invention. Un pays dynamique et inventif est au contraire un pays qui taxe le patrimoine pour le faire circuler.

Autre enseignement de l'étude, qui contredit les mensonges de la droite : les Français les plus riches ne quittent pas la France pour échapper aux impôts.

Cette France où une minorité de Français héritent de plus en plus est profondément choquante car c'est une France où l'égalité régresse et les positions se figent. C'est pourquoi François Hollande et les socialistes proposent une grande réforme fiscale pour rendre l'impôt plus juste car plus progressif et plus citoyen car plus simple. Elle contribuera, notamment, à réintroduire une vraie fiscalité du patrimoine en France et une vraie taxation des grosses successions.